

## VÉRIFIER AU PRONONCÉ

## Déclaration de Mme Julienne Lusenge Débat public du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité 13 Octobre 2015

Monsieur le Président, Excellencies, Mesdames et Messieurs,

Je suis la Directrice de la Funds Femmes Congolaises, FFC et Présidente de Sofepadi, je suis aussi là au nom du Groupe de travail des ONG sur la femme, paix et sécurité.<sup>1</sup>

Il y a sept ans, en 2008, je suis venue à New York pour parler devant vous. Je vous ai décrit les conflits dans mon pays RDC. Je vous ai peint en détail les violences sexuelles, les meurtres, et les massacres. Je venais demander des actions concrètes pour l'implémentation de la résolution 1325 et l'intégration de la lutte contre les violences sexuelles dans les missions de maintien de la paix. Aujourd'hui, 15 ans après que la résolution 1325 a été adoptée, et sept ans après ma première présentation, je suis de nouveau en face de vous. Qu'est-ce que cette résolution pleine d'espoir a changé dans la vie des femmes en situation de conflits ?

J'ai longuement réfléchi avant de décider de revenir ici, vous décrire les mêmes atrocités, pour vous dire qu'il n'y a pas vraiment de changement dans la situation de la femme.

Yanar et moi, nous venons de régions et situations très différentes, mais nous partageons des expériences communes: l'exclusion des femmes dans la vie politique, sociale, et économique. Et voilà, justement, pourquoi rien n'a changé. Les femmes doivent activement être incluses dans tous les niveaux de décision et de processus de paix.

Si nous voulons, et si vous voulez, la vraie sécurité et paix mondiale, Mr. Le Président et Membre du Conseil de Sécurité, vous devez sérieusement et définitivement enfin inclure les femmes dans toutes les étapes du processus de paix; que ce soit au niveau des femmes du village ou au niveau gouvernemental. Issu de la violence qui règne dans notre vie quotidienne, nous, les femmes Congolaises, nous forçons la porte pour participer et ainsi prendre notre place dans les processus de paix, conformément à la résolution 1325.

Mais, en 2013, lors du pourparler avec le groupe armé M23 en RDC, alors que ce groupe décimait la population et faisait subir aux femmes des violences et atrocités inimaginables, les femmes du Nord Kivu ont demandé de participer à ce processus. Savez-vous la réponse? Il n'y a seulement deux parties dans ce conflit : "Soit vous faites partie du gouvernement, soit du groupe M23". En effet, malgré l'insistance des femmes, elles ont été rudement repoussées.

Quel message donnons-nous à nos frères, nos sœurs, et nos jeunes ? Il faut prendre les armes pour participer au processus de paix, et même dans la vie politique. Est-ce que ce sont uniquement des hommes armés qui sont permis de s'asseoir à table des négociations et de participer à la vie politique? Aucune paix ne peut se construire et être durable sans que les femmes y participent et aient leurs droits humains garantis.

Je rêve de voir arriver le jour où il n'y aura plus d'armes qui nourrissent la violence dans mon pays.

Mr. Le Président, Cher Membres du Conseil de Sécurité, les femmes sont les premières victimes de la guerre, mais elles sont la seule et unique clé pour la PAIX. En ce moment, les femmes de RUTSURU et de Beni au Nord Kivu en RDC, sont assassinées, massacrées, égorgées, éventrées, elles subissent des viols et les violences sexuelles, des enlèvements, et l'esclavage sexuelle. Je pourrais même vous nommer les chiffres; mais une femme, c'est déjà une de trop. Cette situation est aussi vraie pour mes sœurs dans les pays voisins et dans beaucoup d'autres pays du monde.

C'est pourquoi je vous demande et c'est pourquoi elles vous demandent d'implémenter la 1325 en termes d'actions concrètes. Vous avez entendu le cri de désespoir des femmes de nombreuses fois sans l'entendre. Ne le laissez pas aller

---

<sup>1</sup> Le Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité est composé de: Amnesty International; Consortium on Gender, Security and Human Rights; Femmes Africa Solidarité; Global Justice Center; Human Rights Watch; International Rescue Committee; The Institute for Inclusive Security; MADRE; Refugees International; Open Society Foundations; Oxfam International; Women's Action for New Directions; Women's International League for Peace and Freedom; and Women's Refugee Commission.

inouïe aujourd'hui. Jusqu'à présent ça été un cycle sans fin. Jusqu'à présent. Mais j'espère qu'aujourd'hui, le jour est venu pour mettre fin à ce cycle de violence.

Sur le terrain, nous faisons en sorte que les victimes deviennent des survivantes, à travers la prise en charge holistique. Nous aidons les femmes à acquérir des compétences pour l'autonomisation économique, à connaître leurs droits, et nous par la suite nous facilitons leur réintégration dans leur communauté pour qu'elles participent au développement en tant que agents de changement. Ainsi, elles retrouvent leur dignité. Vous devez soutenir les groupes de bases des femmes et l'écosystème de paix qu'ils engendrent à tous les niveaux. Il est aussi indispensable que les organisations internationales coordonnent leurs activités avec nos efforts sur place. Sans une approche globale et un changement de dynamique du cycle de la violence contre les femmes et les filles, les violences continueront, à moins que nous abordions l'ensemble de l'écosystème.

Les femmes travaillent activement pour construire la paix. Les groupes armés nous menacent de mort, attaquent nos maisons, blessent et tentent de violer nos collègues. Malgré tout cela, nous continuons à travailler. Sans protection et avec le peu de moyens que nous avons, nous œuvrons à sensibiliser les jeunes à se désolidariser avec les groupes armés et de créer un climat accueillant et propice au dialogue qui peut construire une paix durable au niveau du village, du pays, et voir de la région. et voir du monde entier. La réalisation de ces efforts doit être soutenue non-seulement avec des mots et de l'applaudissement, mais avec des actions concrètes, et des moyens.

L'ONU doit identifier de diverses approches pour que les femmes aient des fonctions officielles dans la construction de la paix. La Platform des Femmes pour l'Accord D'Addis Abeba initié par Mme. Marie Robinson est un mécanisme qui peut faire participer les femmes dans les processus de paix. Malheureusement, les Membres de l'ONU ne soutiennent pas ce mécanisme innovatif. A la fin, trois pays l'ont soutenu et ont donc permis d'appuyer les femmes du Rwanda, Burundi, Ouganda, et de la RDC et de nous réunir autour de cet accord cadre.

L'ONU et la communauté internationale doivent demander, voir exiger la présence et participation des femmes dans les pourparlers de paix. On doit mettre à disposition aux femmes les moyens pour qu'elles puissent assister aux négociations officielles, et ne pas seulement aux pourparlers au deuxième rang.

La justice consolide la paix, et la paix se nourrie de la justice. Mes collègues et moi, nous organisons la formation de la police et les magistrats pour qu'ils comprennent la loi, pour que les femmes puissent porter plaintes et pour que la police enquête de manière juste. Maintenant les commissaires de police et certains magistrats ou juges nous appellent, quand il y a de nouveaux cas de crimes de violences sexuelles, et nous avons des jugements gagnés, toujours dans recherches d'une justice équitable. Pour nous la réforme de la justice se résume à la formation et équipement efficace et effectif des acteurs judiciaires; l'amélioration de leurs conditions de travail; la reconstruction des prisons. Un programme de réparation doit être élaboré pour les victimes. Tous les auteurs de crimes de violence sexuelle, y compris les soldats de la paix des Nations Unies, doivent être traduits en justice.

Nous avons urgemment besoin de chambres mixtes spécialisées comme le Tribunal pour la Sierra Leone et Timor-Leste pour traiter les crimes graves internationaux qui n'ont pas été abordé par la CPI. Mais au-delà, nous avons aussi besoin d'une vaste réforme de notre justice nationale.

Il faut donc prendre des actions contre les dirigeants qui prônent la terreur et la violence pendant les élections. Parce que sans qu'il y ait des élections équitables et en sécurité, il ne peut pas y avoir de démocratie, ni de paix durable.

La communauté internationale doit continuer à soutenir les efforts de paix au Congo, pour éradiquer les groupes armés et assainir les milieux où habitent les femmes. La supervision des missions de maintien de la paix doivent se réunir régulièrement avec les organisations de femmes et les dirigeants communautaires, ils doivent écouter et enquêter les allégations de la population locale, et non tout rejeter comme rumeurs. Les voix et les besoins des populations locales doivent forger les missions. Le Conseil de sécurité et l'ONU doivent continuer à soutenir les efforts locaux visant à la stabilité. La mission de maintien de la paix ne peut devenir une carrière, elle doit être précise avec des résultats concrets.

La destruction au Congo dure depuis vingt ans; ça suffit maintenant. Après 15 ans de 'bonnes intentions' il est grand temps maintenant de donner aux femmes l'autorité, les outils avec lesquels elles peuvent construire un monde meilleur pour tout le monde.

Merci.